



Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour une carte communale

Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable

Dénomination

COMMUNE DE SAINT-MAURICE-EN-CHALENCON (Ardèche)

SIRET/SIREN

210702742

Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)

45 ROUTE DE COMBEYRON 07190 SAINT-MAURICE-EN-CHALENCON

mairie.stmaurice.en.chalencon@orange.fr

Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable

Mme Ghislaine CHAMBON, maire

Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)

Amunategui, Sébastien, BE Urbarchi (Amunategui urbanisme et architecture)

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

Urbarchi
9 rue de la Campana 84000 AVIGNON
06 75 29 71 88
contact@urbarchi.net

2. Identification de la carte communale

2.1 Type de document concerné (carte communale, carte intercommunale)

Carte communale

2.2 Intitulé du document

Carte communale de Saint Maurice-en-Chalencon

2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

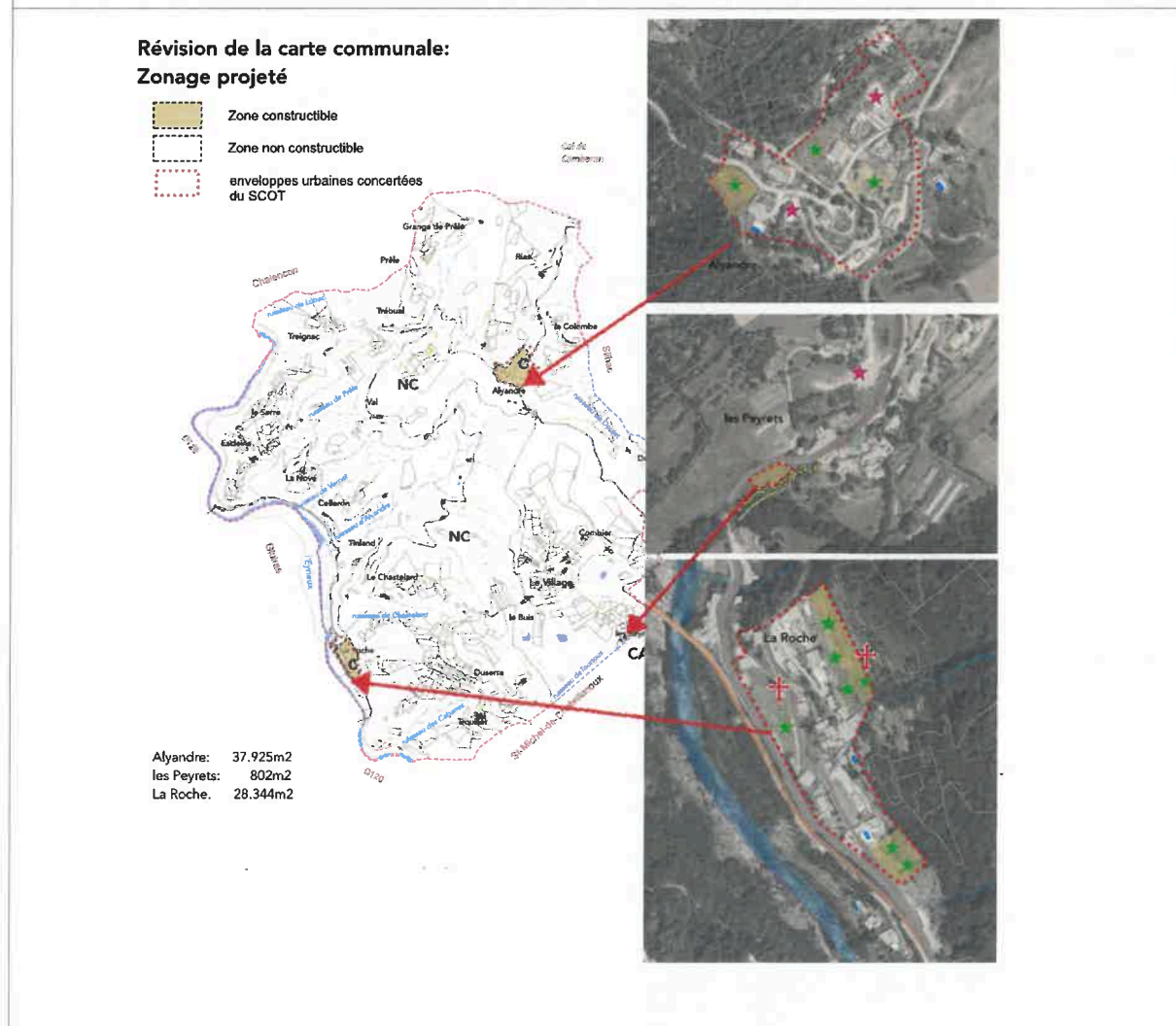
La carte communale de Saint-Maurice-en-Chalencon a été approuvée le 12 novembre 2004 et est exécutoire le 14 janvier 2005. La révision a été décidée en conseil municipal le 5 juin 2023. Visible sur le géoportail de l'urbanisme.

2.4 Territoire (commune(s)) couvert par la carte communale

Commune de Saint Maurice-en-Chalencon

2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision de la carte communale

Zones constructibles : quartiers de Alyandre, les Peyrets (seule zone située sur un habitat d'intérêt communautaire), la Roche



3. Contexte de la planification

3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

- **Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)** Auvergne-Rhône-Alpes, adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

- **SCOT CENTRE ARDECHE** approuvé le 20/12/2022

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

- **SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée** (2022- 2027). Pas de SAGE.
- **Plan de Gestion du Risque Inondation** 2016-2021 du bassin Rhône-Méditerranée (PGRI)
- **PCAET de la CAPCA**, approuvé en 2021
- **PNR des Monts d'Ardèche**, créé en 2001

3.2 Précédentes évaluations environnementales de la carte communale

La carte communale a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

/

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas conduisant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

/

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Annexe II

Si oui, préciser la date de l'actualisation

/

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

/

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, la carte communale en cours de révision a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☒ Oui

☐ Non

/

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

/

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (élaboration, révision) et fondement juridique

Révision de la carte communale.

Le projet prévoit notamment de se mettre en compatibilité avec le SCOT,

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par la carte communale

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

200 habitants en 2021

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Une commune de la basse vallée de l'Eyrieux en limite du Plateau de Vernoux et des Boutières: la commune de Saint-Maurice-en-Chalencon est localisée dans le centre Ardèche, à proximité des bourgs de Chalencon et de Vernoux-en-Vivarais.

S'étendant sur près de 8 km², elle possède un paysage de moyenne montagne avec des dénivelés importants: l'altitude passe de 219m NGF sur l'Eyrieux à 727 mètres sur les plateaux. L'implantation humaine se présente sous la forme de hameaux et ne possède pas de réelle centralité villageoise. Principalement constitués d'hameaux ou d'écarts historiques dispersés, la mairie s'est implantée au XIX^e au barycentre de la commune (Alyandre).

4.2.3 Le cas échéant, rappel des objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le document d'orientation et d'objectifs du SCoT

Le DOO du SCOT prévoit pour les villages de -de 300 habitants de la CAPCA les modalités de développement suivants:

- *Un développement dans les enveloppes urbaines concertées (sauf cas dûment motivés)*
- *4 maxi/an/ 1000 habitants. Soit env.0,8 / an -> 10 logts sur 12 ans sur St Maurice-en-Chalencon*
- *une densité de 12 logements/ha*
- *les dents creuses et subdivisions de parcelles incluses dans l'enveloppe urbaine existante du SCOT ne comptent pas dans la consommation*

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Le projet prévoit 3 secteurs constructibles qui doivent permettre de répondre au développement démographique de la commune tout en étant compatible avec les règles du SCOT et du PLH.

Le projet de révision s'inscrit globalement dans les « enveloppes urbaines concertée »s définies par le SCOT: les deux enveloppes prévues au SCOT sont les hameaux de la Roche et de Alyandre, la carte communale reprend ces aires en zone constructibles. Ils doivent permettre de répondre aux besoins de développement démographique de la commune.

Toutefois, le projet prévoit un petit secteur constructible pour pérenniser et développer une activité existante sur le hameau des Peyrets, hors enveloppes.

	Carte actuelle (m2)	Carte Projet (m2)
Rias	13 962	0
Alyandre	52 305	37 925
Le village	17 650	0
Le Buis	3 509	0
Les Peyrets	11 603	0
La Roche	25 038	28 344
Trouiller	3 710	0
TOTAL	127 777	66 269

La nouvelle carte divise par deux la superficie des zones constructibles.
Les secteurs non retenus ne sont pas dans les enveloppes urbaines du SCOT.

Annexe II

Un projet nécessaire pour contrer le vieillissement de la population et sa contraction démographique

La commune de St Maurice-en-Chalencon a vu sa population chuter entre les deux derniers recensements et auparavant sa croissance était plutôt limitée. Elle connaît par ailleurs un vieillissement de sa population (indice de jeunesse de 0,7 avec une forte augmentation de la tranche des 60-75ans; forte baisse des 15-19 et une baisse des 45-60ans). Le principal facteur de développement de la population est, depuis 30 ans, le solde migratoire, qui a été très négatif entre 2015 et 2021; le solde naturel étant très faible (le nombre de naissance, ne compensant pas les décès).

La commune a donc fortement besoin d'attirer une population nouvelle ou, à tout le moins, permettre aux jeunes de la commune de rester sur place.

Le projet prévoit donc :

- *une croissance annuelle de 0,60%/an pendant 12 ans, compatible avec celui du SCOT,*
- *une augmentation de la population qui passerait à 220 en 12 ans,*
- *soit + 20 habitants nouveaux pendant cette période,*
- *et un besoin de 10 logements créés sur 12 ans (plus de 7 pour la croissance de la population et plus de 2 pour prendre en compte le déserrement des ménages estimé pendant cette période).*
- *Les logements vacants comptent pour environ 7% des logements, ce qui est considéré comme correspondant au flux normal du stock (mutations, ventes,..) et ne consiste donc pas un potentiel significatif.*

4.3.2 La procédure a pour objet de délimiter un nouveau secteur constructible ou d'étendre un secteur existant

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser sa localisation et sa superficie, l'augmentation attendue de la population

Les Peyrets, 980m2. Il s'agit de permettre le projet de déplacement de l'activité du brasseur. Voir plus bas

4.3.3 La procédure a pour objet de réserver un secteur à l'implantation d'activités

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser sa localisation, sa superficie et le type d'activité

Annexe II

Le site se trouve à l'entrée ouest du hameau des Peyrets, qui est partagé entre les communes de St Maurice et St Michel. 980m2.

Le projet doit permettre la relocalisation d'une activité existante de brasserie. Située aujourd'hui dans le hameau, l'activité se trouve à l'étroit et ne peut pas se développer.

Installés depuis 2023, ils produisent 17.000l par an et compte deux employés.

Aujourd'hui, ils sont très à l'étroit dans leur locaux, ce qui limite leur production. La demande locale est forte: 40% de vente directe; le reste va vers des restaurants ou épiceries. Ce projet permettra de pérenniser les deux emplois et en créer un troisième.

Afin d'éviter une localisation sur la zone d'activité de Vernoux, les élus des communes limitrophes, ainsi que la CAPCA, le syndicat du SCOT Centre Ardèche et le PNR soutiennent ce projet afin de maintenir sur le site une activité dynamique, mais aussi un lieu de convivialité, qui attire les habitants à proximité, ainsi que les touristes. Ce qui en fait un vecteur de développement local intéressant, qui complète ceux des villages de St Michel et de Chalencon.

4.3.4 Pour les communes de montagne, la procédure a pour objet de **déroger** à la règle de **protection** des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à 1 000 hectares, sur une distance de 300 mètres à compter de la rive

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer le plan d'eau, sa localisation et la raison qui motive cette dérogation

4.3.5 La procédure a pour objet de **protéger** de nouveaux espaces naturels, agricoles ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les superficies et les localisations

4.3.6 La procédure a pour objet de délimiter un secteur dans lequel la **reconstruction à l'identique** d'un bâtiment détruit ou démoli n'est pas autorisée

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser sa localisation et sa superficie

4.3.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

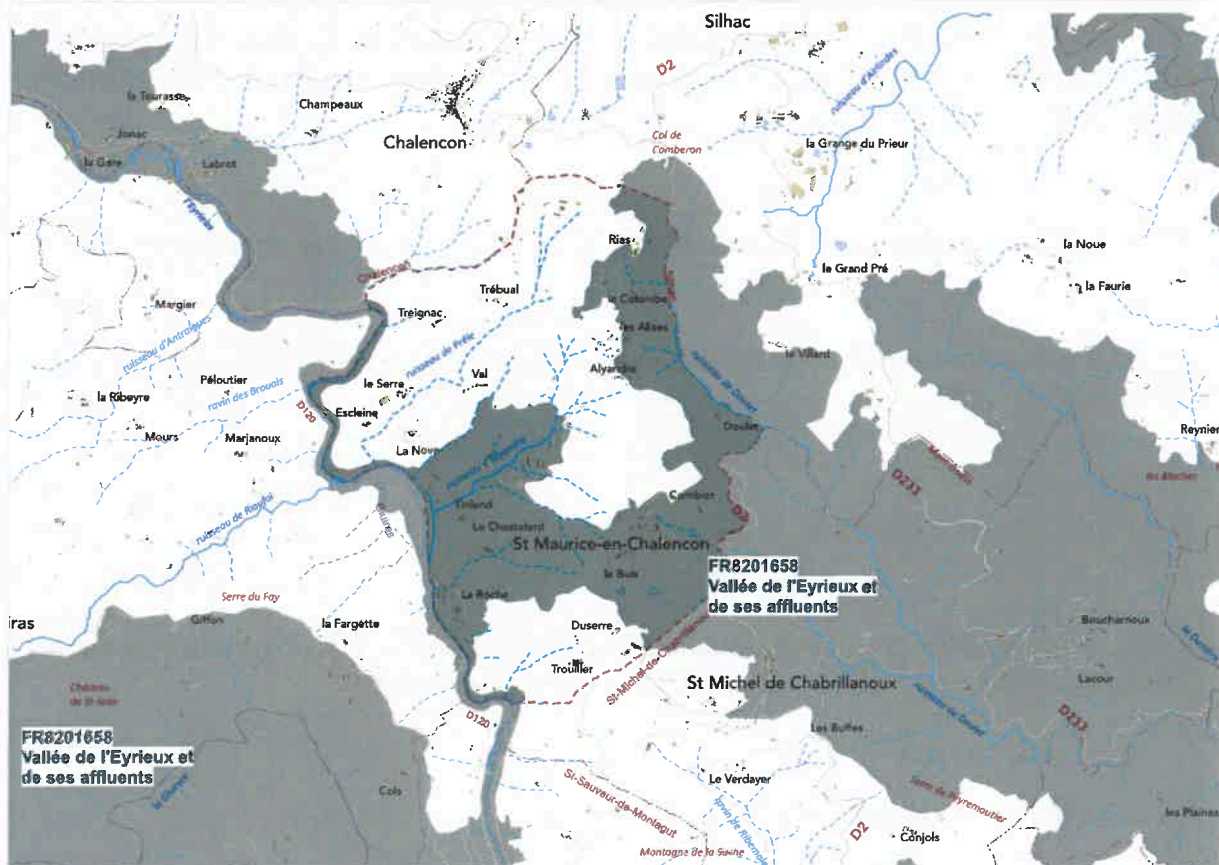
☒ Non

Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

5.1 La carte communale est concernée par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est située en zone de montagne définie par la loi Montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<u>Site ZSC FR8201658 « Vallée de l'Eyrieux et ses affluents ». Il est géré par le PNR des Monts d'Ardèche. Le site couvre 798ha du territoire communal, soit un peu moins de 66% de la superficie totale de la commune</u>



Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
---	--------------------------	-------------------------------------	---

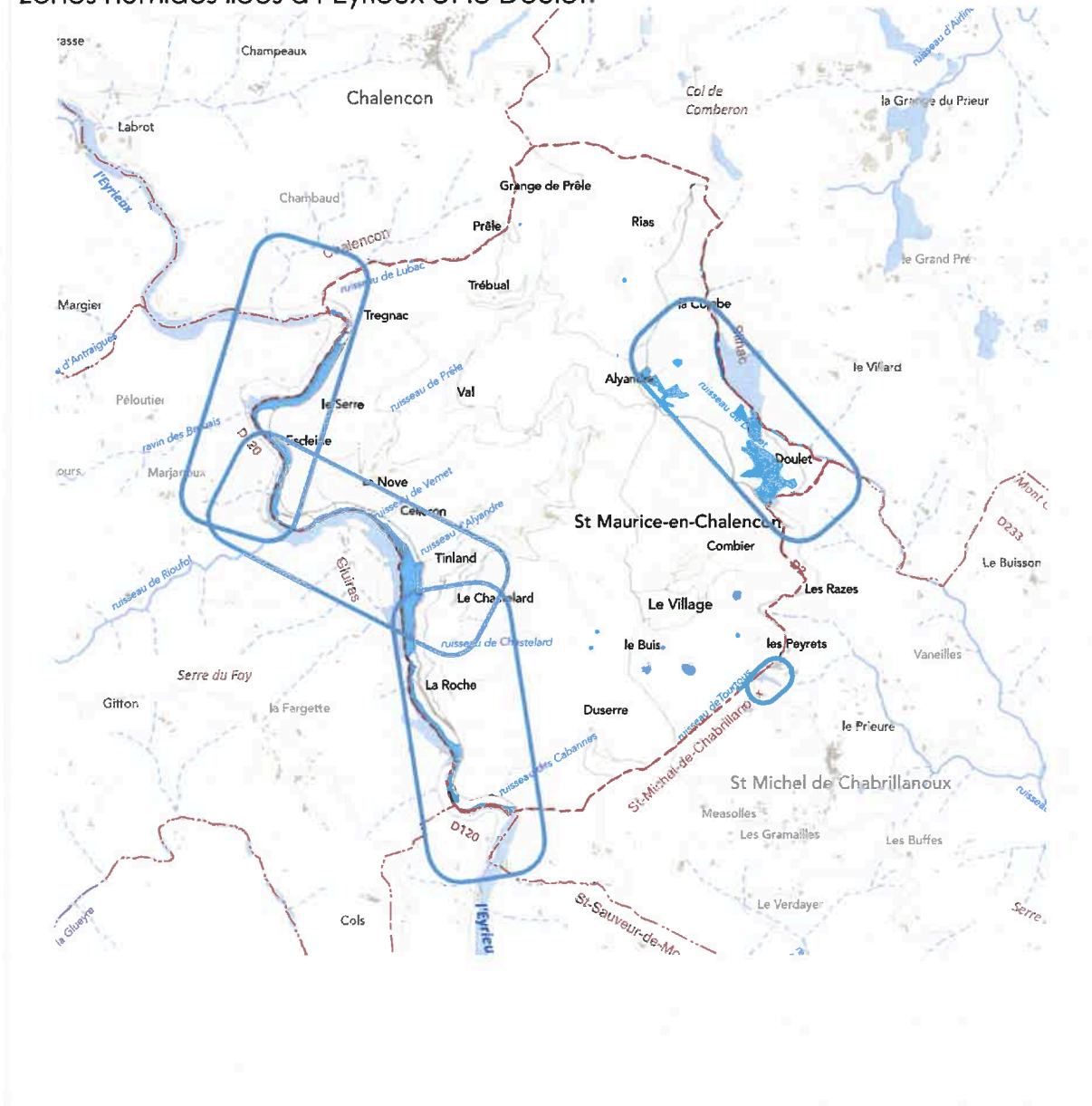
Annexe II

Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRI de l'Eyrieux, approuvé par arrêté préfectoral le 30 septembre 2004 (prescrit 16/10/2002)
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune ICPE n'est connue sur le territoire de Saint Priest.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun site BASIAS n'est connu sur le territoire de Saint Priest.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Monuments historiques inscrits : le château de Hautvillars (commune de SILHAC) dont la salle du 1er étage et sa cheminée sculptée ont été inscrits par arrêté préfectoral du 17/04/1952.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	7 zones humides: concernant l'Eyrieux du Talaron à la Glueyre et la Dunière

Zones humides liées à l'Eyrieux et le Doulet.



Annexe II

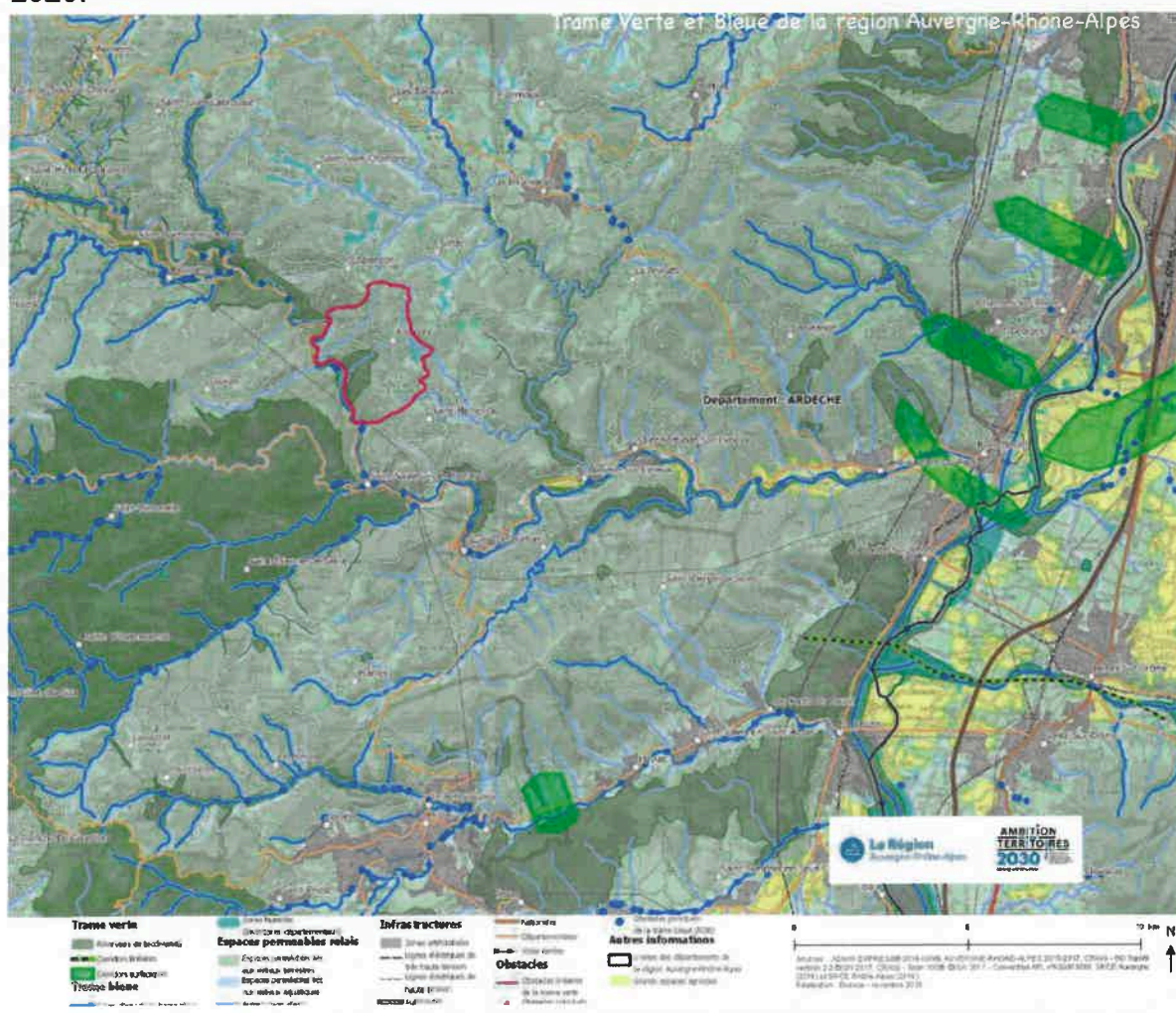
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)



D'après les éléments du SRADDET AURA, le territoire communal comprend :

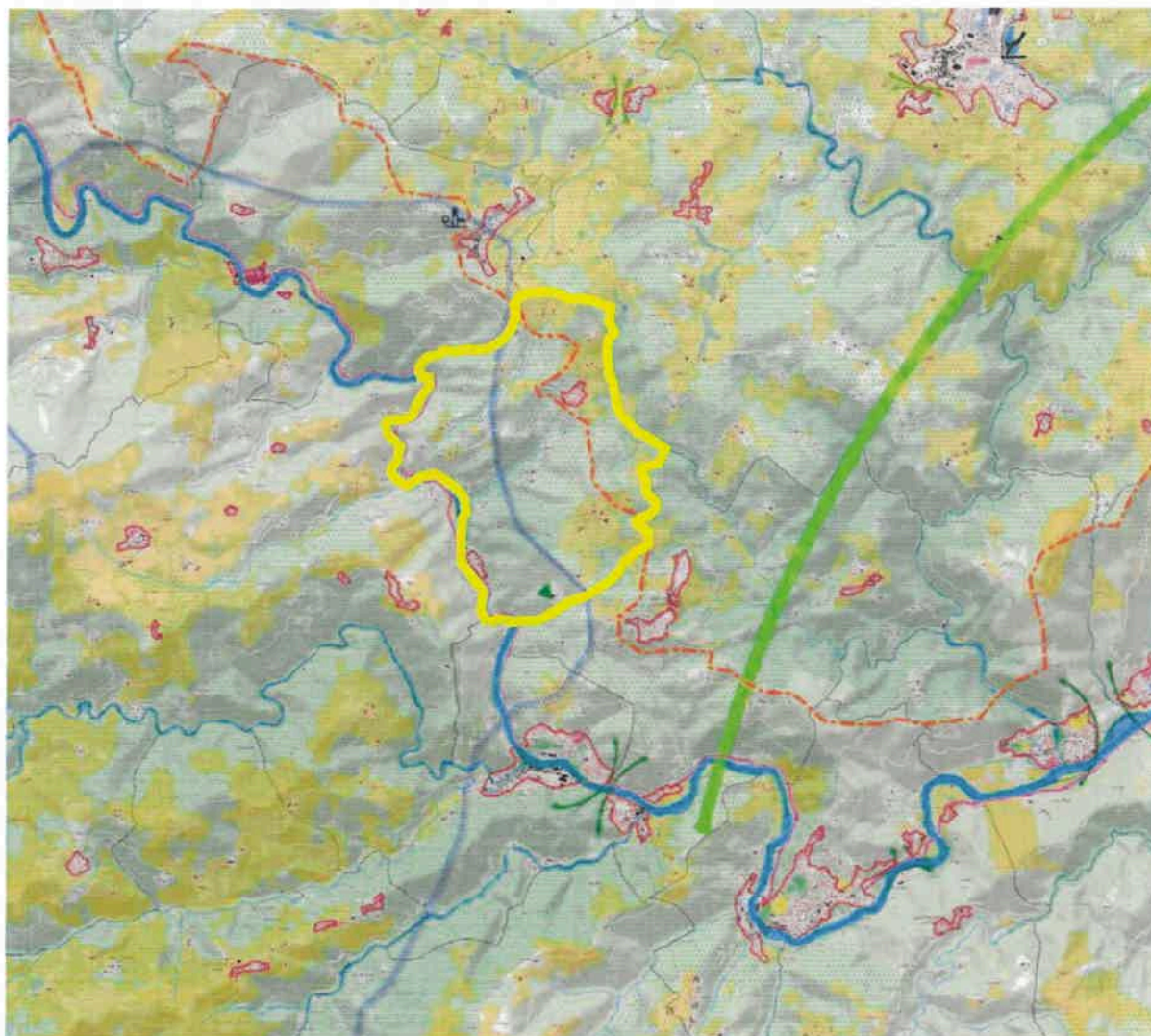
- L'Eyrieux est caractérisée comme trame bleue, avec la zone humide de Dunière-Doulet. Les abords de ses principaux affluents (Prêle, Alyandre, Doulet) sont classés en zone perméable liée aux milieux aquatiques.
- Les parties sud-ouest, identifiées comme un réservoir de biodiversité : il s'agit de la ZNIEFF de type 1 Versants méridionaux de la Roche (820030985) et Versants méridionaux du moyen Eyrieux et affluents (820030991) vu plus haut.
- Le reste de la commune est classé un espace perméable relais.

SRADDET d'Auvergne a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.













Annexe II














DOO SCOT Centre-Ardèche, approuvé le 20 décembre 2022 : Avec les enveloppes urbaines concertées et la trame verte et bleue.



Préserver la trame verte et bleue à toutes les échelles

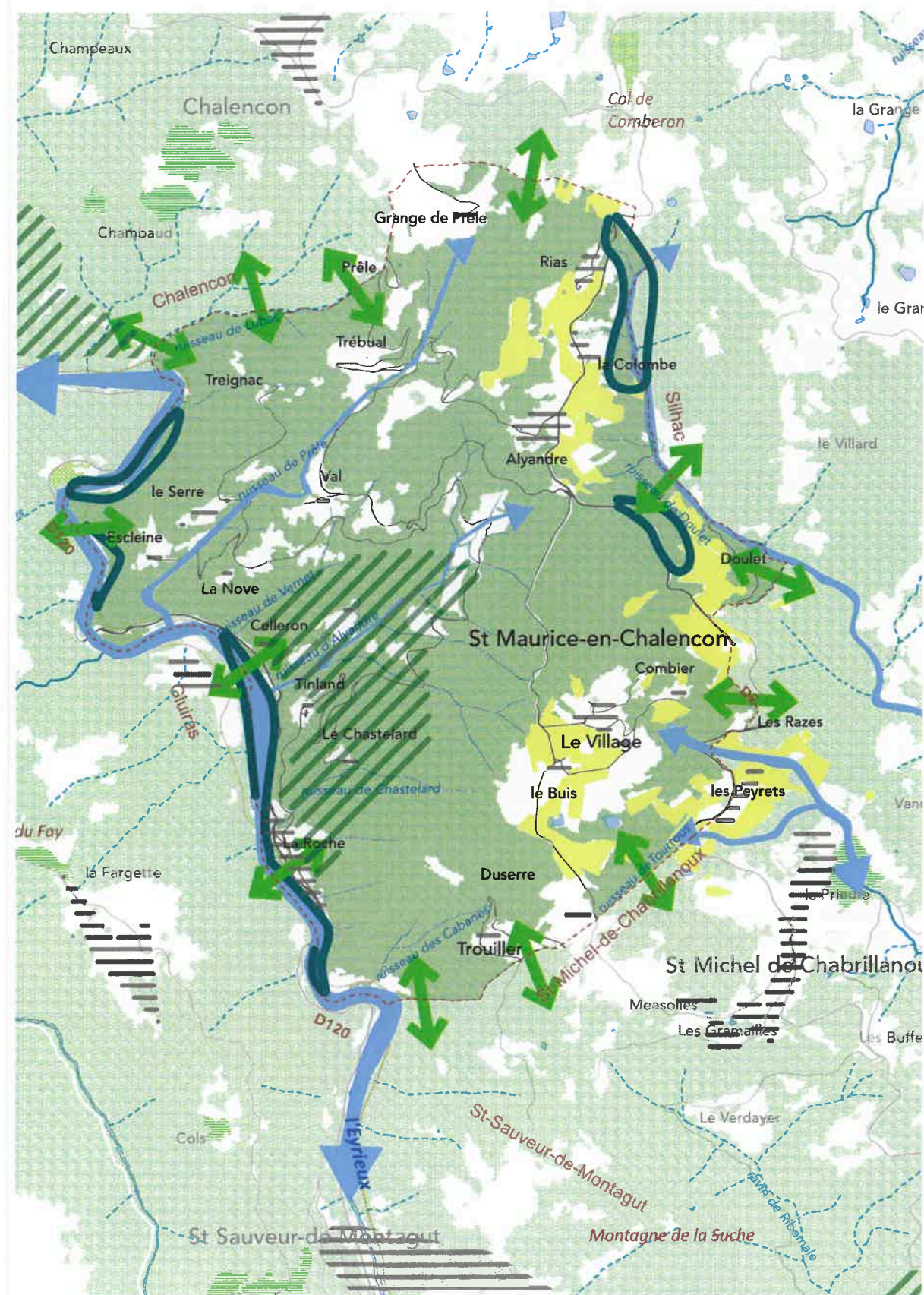
-  Cours d'eau et zones humides à préserver
-  Préserver l'espace de bon fonctionnement de l'Eyreux aval
-  Préserver les continuités bleues avec les territoires voisins
-  Préserver la fonctionnalité écologique des réservoirs de biodiversité principaux
-  Protéger les réservoirs de biodiversité secondaires
-  Préserver, restaurer ou améliorer la continuité écologique des corridors réglementaires
-  Préserver la perméabilité du territoire et les échanges entre les écosystèmes
-  Préserver, restaurer ou améliorer la continuité écologique des corridors réglementaires
-  Préserver les corridors écologiques d'intérêt SCOT
-  Intégrer la nature au sein des enveloppes urbaines concertées

Promouvoir un urbanisme plus compact pour inscrire le territoire dans la trajectoire zéro artificialisation nette

-  Enveloppes urbaines 2020
-  Enveloppes urbaines concertées
-  Dents creuses de l'enveloppe urbaine 2020 à mobiliser en priorité
-  Secteurs stratégiques pour la densification urbaine au sein de l'enveloppe urbaine 2
-  Secteurs stratégiques pour l'urbanisation en extension de l'enveloppe urbaine 2020
-  Secteurs stratégiques pour l'extension des zones d'activités économiques
-  Zones d'activités économiques existantes
-  Zone d'activités économiques stratégique (Privas) et zone majeure de Rascles (Saint Agrevé)
-  Zone commerciale périphérique
-  1. Sénéclauze, Commune de Saint Agrevé.
-  2. Joan Jaurès, Commune de la Vouille-sur-Rhône.
-  3. Le Lac, Commune de Privas.
-  4. La Palisse, Commune du Cheylard.

Annexe II

Carte trames vertes et bleues communales (révision de la CC 2024)



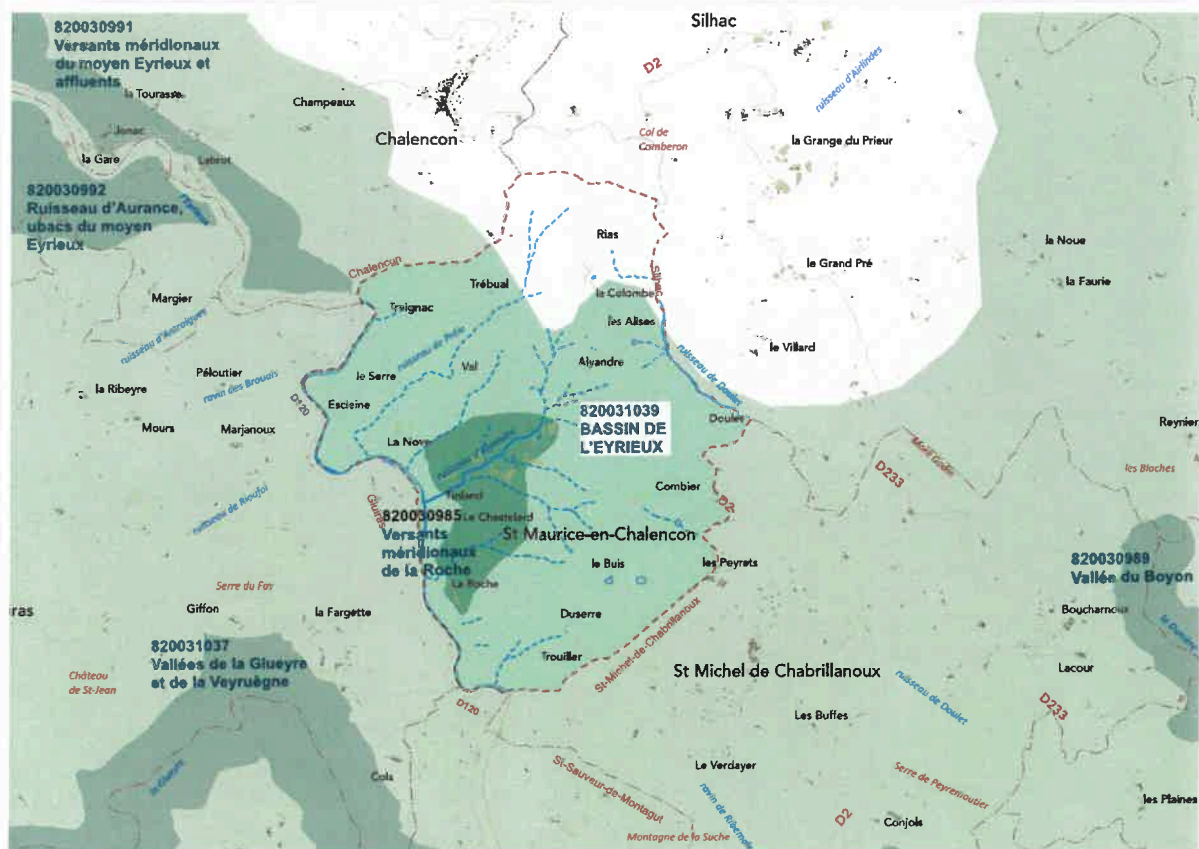
Annexe II

ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement

☒ ☐

1 ZNIEFF de type I Versants méridionaux de la Roche
(820030985)

1 ZNIEFF de type II: Bassin de l'Eyrieux (820031039)



Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme

☐ ☒

La commune de St-Maurice-en-Chalencon n'est pas concernée par un ENS. Le plus proche est l'ENS 5 «serres Boutiérots, vallée de la Gluèyre, de l'Orsanne et de l'Auzène»

Annexe II

Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'est pas en discontinuité de l'urbanisation. L'on se situe dans les parties déjà urbanisées ou en prolongement de celles-ci.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement		<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

Annexe II

Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>2 secteurs constructibles sont situés dans le Site ZSC FR8201658 « Vallée de l'Eyrieux et ses affluents ».</p> <p>- Le secteur de la Roche n'est pas concernée par des habitats d'intérêts communautaire. (résidences privées et jardins).</p> <p>- Seul le petit secteur constructible de 980m² pour les brasseurs aux Peyrets concerne l'habitat « Prairies maigres de fauche de basse altitude », mais qui sera compensé par la restauration d'un site pour une superficie double (choix du site validé par le PNR, gestionnaire du site). Voir auto-éval</p>

Annexe II

D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<i>Des secteurs situés dans la ZNIEFF de II « Bassin de l'Eyrieux » (820031039) et une zone constructible (celle de la Roche) touche tangentiellement la ZNIEFF de type I Versants méridionaux du moyen Eyrieux et affluents.(820030991), mais cette ZNIEFF englobe une partie du hameau ancien.</i>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

Annexe II

D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, précisez :
/

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Fin 2025

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Les personnes publiques ont été associées dès le début, dont la DDT, le Syndicat du SCOT, la CAPCA, la CA07, le PNR... (gestionnaire du site Natura 2000): elles ont été rencontrées pour leur présenter le diagnostic et le zonage.
Le projet sera notifié aux personnes publiques 1 mois avant l'enquête

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

/

- autre, préciser les modalités

Le diagnostic et le projet de zonage ont été présentés aux habitants

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier d'élaboration ou de révision de carte communale (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans la rubrique 2.3 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site Internet	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

- Diagnostic et état initial de l'environnement et exposé des choix et évaluation des incidences des choix de la carte communale sur l'environnement (doc 1 de la CC)
- Zonage actuel
- zonage projeté (doc 2 de la CC)

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus
(personne publique responsable)

Fait à	Saint-Maurice-en-Chalencon	le,	19/08/2025
Nom	CHAMBON	Prénom	Ghislaine
Qualité	maire		
Signature	